

# La voie de la LIBERTE

.....  
"l'éternelle vigilance est le prix de la LIBERTE"  
.....

Avis aux lecteurs: ce double numéro traite beaucoup de sujets, il est très concentré et risque de sembler fatiguant, il est conseillé de le lire en plusieurs fois.

"Le soleil des vivants n'échauffe plus les morts." Lamartine

Le président de la "république" appartenant aux groupes qui se sont appropriés l'état a rompu la Trêve et a défié l'Alliance pour la cinquième fois.

La précédente rupture de la Trêve fut commise par l'ex-urss pour envahir l'Afghanistan, ce qui engagea l'ensemble des Opératifs dans la course à la science.

Cette nouvelle rupture nous impose d'engager le processus de changement de la constitution française.

La cinquième constitution ne se justifie plus, ni au niveau géopolitique mondial, ni au niveau de la Vie démocratique de notre Pays.

Le mur de Berlin est tombé. La cinquième constitution, puissante et oppressante n'offrait de garantie démocratique que par la probité de son chef et de ceux qui l'appliquent.

La corruption a atteint le sommet de l'état, le président de la "république" en est réduit à des "astuces" judiciaires émises par ceux qu'il nomme pour essayer de justifier l'injustifiable: le détournement de sommes importantes réservées aux logements des plus pauvres pour continuer à jouir à vil loyer d'un logement de prestige à titre de pied à terre.

Ce n'est pas l'illusion d'une absolue par non-instruction venant d'un parquet dont seul la chancellerie peut autoriser les enquêtes, qui dans l'opinion publique grandira celui qui prétend représenter notre Nation.

Il a commis un abus de bien public! Et s'il n'y avait que celui-là!

Le général de Gaulle a sauvé l'honneur de notre Nation.

Churchill voulait à court ou moyen terme installé une "république" monarchique dans notre Pays, plutôt qu'une "horrible" République Démocratique comme le souhaitait le Président Roosevelt. Les Etas Unis d'Amérique engagés dans la guerre du Pacifique n'ont pas souhaité imposer le programme de Démocratisation de l'état français. Nous en payons aujourd'hui les conséquences.

Nous avons combattu la reprise des essais nucléaires pour deux raisons :

- quel intérêt de substituer des charges de 200kg qui tueront 4 millions de personnes au lieu et place de charges de 550 kg qui peuvent tuer 3 millions de personnes. L'enjeu philosophique pour nous est largement supérieur à l'enjeu technique. Nous croyons que l'avenir de l'humanité ne repose plus sur le type de charge mais bien, sur la place de chaque individu et sa valeur en regard de la collectivité (il est vrai, les abris en France, sont réservés à l'"élite", les citoyens doivent "accepter" de mourir en silence).

- la deuxième raison, beaucoup plus grave et qui met en cause la sécurité collective des Nations européennes, de l'Alliance et qui touche chaque français, chaque européen, chaque citoyen ainsi que les générations futures, est la dépense d'un budget qui devait être consacré au développement des missiles anti-missiles européens.

L'Allemagne subissant l'interdiction de certains types d'armement suite aux restrictions de développement militaire imposées par les Traités issues de la dernière guerre mondiale, la France avait pour Devoir d'engager le programme de protection des populations européennes par la couverture antimissiles de l'Europe, en coopération avec les Etats Unis d'Amérique sur la base de la technologie des "Patriot". Technologie qui aurait dégagé des synergies économiques avec les programmes spatiaux civils et aurait permis de minorer le coût social et de donner une charge de travail avec des retombées industrielles civiles.

Que pourra dire le président de la "république" aux familles des deux ou trois millions d'européens qui auront été vitrifié suite à une attaque nucléaire parce qu'un président illégitime mais légal voulait dire: "j'existe!"

La couverture antimissile permettait de protéger l'Europe des vecteurs pouvant venir de la rive sud de la Méditerranée ou des décombres de l'ex-urss.

Cette rupture signifiée de mépris des populations civiles européennes nous interdit la moindre tolérance pour la politique du président de la "république". La construction de l'Europe est une nécessité pour la stabilité de notre continent, elle ne se fera pas sur des mots mais sur des actes.

L'enjeu politique intérieur est tout aussi grave, c'est la rupture du contrat républicain au profit de corps constitué. Philippe de Gaulle nous l'a signifié le jour de l'anniversaire de la mort de son père: "le président de la république est partout chez lui en France, comme le roi auparavant".

Dès cette rentrée, le président de la république a voulu "mettre au pas" la Presse, les journaux Le Point et l'Express ont été vendus à son ami président de Havas société précédemment privatisée selon des méthodes qui relèvent plus du pillage de patrimoine d'état que de la Libre Entreprise.

TF1 a pris quelques Libertés de langage à son égard, et aussitôt une enquête a été ouverte sur le programme "drapo"; programme qui a notre connaissance ne représente rien d'illégal. Chaque Entreprise répondant à des appels d'offres sur la base du moins-disant cherche les "trous" dans les cahiers des charges pour pouvoir compenser par avenant en travaux supplémentaires les manques à gagner sur les travaux définis au départ. Informatiser ce genre de gymnastique intellectuelle relève de la bonne gestion, et la logique (la bonne, pas celle qui sert l'étatisme, celle qui sert: faire) voudrait que soit poursuivi les rédacteurs d'appels d'offres qui régulièrement "oublie" des pans entiers de travaux nécessaires à la réalisation de la chose; la compétence des "élites" de l'administration...à moins que ces trous servent à faire négocier des travaux supplémentaires contre espèces sonnantes et rébuchantes... Les sociétés d'HLM de la ville de Paris en étant un exemple type. Voir les derniers rebondissements!

Aujourd'hui, après avoir réduit l'indépendance des organes de presse, comme de l'ensemble de l'économie, par des prélèvements massifs et hors des équilibres mondiaux et dont la légalité ne repose que sur l'illégitimité de ceux qui votent la Loi, le gouvernement les transforme en pur produit de propagande. Leur indépendance éditoriale est gravement mise en cause. La réalité, est que l'étatisme leur rend leur propre argent, mais en leur ayant imposé de déclarer ce que le gouvernement souhaitait grâce à ce jeu d'écriture juridico-financière.

Il est vrai que le gouvernement a été à bonne école et n'a fait qu'améliorer la méthode sarkozy, augmenter massivement les emprunts ou les prélèvements obligatoires et mettre en place un plan d'aide qui n'est que de rendre leur propre argent aux Entreprises, mais en ayant pris soin de choisir qui recevra cette "aide".(Raisonnement type du spéculatif)

Les "lois" sur la transparence financière n'ont été établies que pour interdire aux groupes indépendants politiques tout moyen de financement et leur imposer de Devoir frauder pour s'exprimer dans le seul but de légitimer la corruption de ceux en place.

Il n'y a pas de Liberté d'expression sans Liberté économique.

Nous savons que les grandes idées ne sont qu'un habillage rhétorique pour s'accaparer la richesse produite par l'Autre.

Dès l'appel de Michel Leclerc, après l'incarcération du président de Promodès, pour briser la corruption institutionnalisée sur le problème des supermarchés, le gouvernement faisait augmenter leurs taxes spécifiques et renforçait la réglementation sur leur implantation, ce qui s'appelle du racket et de la menace d'état.

L'utilisation des difficultés des petits commerçants ne trompe personne, le renforcement de la législation n'a pour but que d'augmenter le prix de "l'interdit" violé quotidiennement depuis vingt ans par l'ensemble de la classe politique avec l'appui de la justice servile.

La volonté des acteurs politiques est d'asservir l'ensemble des citoyens à une nouvelle caste politico-économique financière s'autocontrôlant, utilisant l'état tout puissant dont le maître mot est la complicité et la loi du silence.

L'ensemble des Opératifs refuse toute loi d'amnistie ou de prescription d'abus de biens sociaux, mais exige une législation équivalente à celle des repentis d'Italie. Se débarrasser des corrompus est un choix fondamental et philosophique, un remboursement par l'état des sommes abusivement exigées par ses serviteurs pourrait être envisagé.

Ce qui nous inquiète le plus est une volonté manifeste d'exacerber les extrêmes quitte à faire le "lit" du pire pour justifier un pseudo-antagonisme entre un front républicain, plus exactement un front de la corruption et l'extrême droite, dont la seule volonté réelle est de maintenir l'étatisme.

La lutte contre le fascisme et le nazisme est une priorité européenne. Et pourtant, dès l'arrivée du nouveau président de la "république" c'est ouvert à 400 mètres du palais de l'Elysée, rue de la Sourdière un magasin dans lequel on

peut acheter la panoplie du parfait nazi avec en plus une haute littérature telle : "le programme social du parti national socialiste" ou les ignobles livres tel : "la question juive", "éducation raciale", etc. qui nous rappelle la gloire de l'étatisme français courant la seconde guerre mondiale. On peut même acheter de charmantes figurines représentant les jeunesses hitlériennes.

Affligeant spectacle de voir défiler des membres du ministère de la "justice", dont les annexes sont au coin de la rue, espérant trouver dans ces infâmes lectures un moyen de fuir leur corruption intellectuelle et sociale. Il y a même un catalogue pour le service par correspondance, que demander de plus?

Dramatique gouffre moral des "élites" de notre Nation qui refuse une fois de plus leur remise en cause et essayent d'exacerber les conflits latents pour fuir leurs responsabilités.

La lutte contre l'islam intégriste est une priorité planétaire. Le nouveau président de la "république" avait déclaré vouloir le combattre, et pourtant son premier ministre a négocié directement avec Téhéran l'installation d'une école coranique rue Marcel Renault en plein centre de Paris dont la direction est assurée par les affaires religieuses d'Iran.

Notre engagement à combattre l'islam intégriste d'une façon beaucoup plus dure et plus claire que celle que nous avons vis-à-vis de la pensée communiste repose sur la différence de son assise philosophique. Le système communiste malgré toutes ses tares avait pour vocation le "bonheur" du peuple, l'islam intégriste a volonté de soumettre les hommes aux lois d'un prophète interprété par un pouvoir...

L'étatisme français survie sur la zone grise des concepts philosophiques; hier avec des transferts vers l'ex-urss; aujourd'hui cherchant une voix dans les transferts avec l'islam et les pays pratiquant le terrorisme d'état pour vendre à des prix surévalués la technologie occidentale.

Le terrorisme islamique importé de toutes pièces en France a permis de mettre en lumière la nouvelle gestion judiciaire des problèmes; la peine de mort n'est plus légale, elle est effective quand il y a un risque de gêne du pouvoir judiciaire dans son ensemble. Les terroristes sont abattus, tous ceux qui s'opposent au pouvoir deviennent des terroristes.

Loin de nous de légitimer le terrorisme, nous avons toujours appelé à le combattre avec la plus grande fermeté, mais il est invraisemblable que régulièrement ceux qui pourraient gêner l'étatisme français par révélation soient abattus ou expulsés "malheureusement" vers un pays accueillant.

Exacerbation des problèmes sociaux, avec la "réforme juppé". Si les salariés du public doivent être justifiables de leurs actes, les monopoles d'état alimentant des corps constitués, vivant dans une pseudo économie "libre", en réalité sans concurrence, doivent disparaître.

Le gouvernement dans le but du renforcement de l'étatisme exacerbe les conflits latents pour éviter sa remise en cause et justifier la main mise du politique dans tous les rouages de la vie sociale. Le conflit sciemment allumé et entretenu n'a eu de volonté que de prendre en otage les entreprises privées du pouvoir politique.

Les revendications des salariés sont parfaitement acceptables, le plan du gouvernement ne s'attaquait aucunement au véritable racine des désordres des comptes sociaux, il ne remet en cause aucun des privilèges de corps constitués dans les soins médicaux.

Comment peut-on aujourd'hui accepter que, par exemple, le corps des pharmaciens bénéficie de trente pour cent de la totalité des dépenses de médicaments en France et par le jeu du numerus clausus impose dans certaine région à nos concitoyens de faire 44 km aller et retour pour acheter un tube d'aspirine (et on parle de désertification, de plus des simulations indiquent que la Liberté d'installation permettrait de baisser le coût de distribution des médicaments de ...46%).

On pourrait parler des laboratoires avec des sous-traitances en chaîne, les dépassements d'honoraires ne se justifiant aucunement, les cabinets en ville des chirurgiens de l'hôpital etc.

Il est nécessaire de rappeler que les premiers revenus français sont: premier notaires, deuxième : pharmacien, ensuite en vrac: huissiers, commissaires priseur, avoués, débitants de tabac, etc... Affligeant!

Attaquer les monopoles publics qui se justifie plus, oui! Mais avec Justice pas les plus pauvres, les plus faibles, pour exacerber les conflits et prendre en otage la Vie économique globale du Pays.

Bien plus grave, la gestion centralisée des comptes sociaux par l'état permettrait à 600 personnes dont la légitimité est remise en cause de gérer un budget double ou triple de celui que déjà ils gèrent en ayant généré directement 4000 milliards de déficit directs!

En cumulant avec les dettes des entreprises publiques grandes et petites, des collectivités territoriales, municipales ou régionales nous arrivons à la dette colossale de 18.000 milliards de francs soit, une somme proche à quinze ans du budget national avec des taux de prélèvements les plus élevés des pays industriels! Quelle gestion!

Il est clair que les Entreprises privées, les vrais, et les contribuables personnes physiques, n'auront pas à charge toute augmentation de la dette, elle n'engage plus que les personnels politiques et les "hauts" fonctionnaires.

Les opérateurs financiers internationaux doivent comprendre qu'à court terme, la France, ses citoyens et ses entrepreneurs ne seront nullement engagés par les emprunts contractés de l'état français approprié.

Bien au contraire le soutien financier à l'état français ne sera compris que comme une complicité au pillage du patrimoine d'état en ayant permis à l'étatisme de survivre par des dettes contractées.

Ce n'est pas l'illusion des groupes financiers constitués par l'oligarchie technocratique qui a dépouillé les Entrepreneurs sous couvert de nationalisation et qui souhaite dépouillé la Nation sous couvert de privatisations qui résoudra le problème . Les méthodes de cette oligarchie ne sont que du pillage du patrimoine d'état mettant en cause à brève échéance la réalité boursière de la place de Paris.

L'illusion de la confiance internationale par augmentation artificielle des indices boursiers ne trompe personne; elle met en cause surtout la confiance des épargnants vis-à-vis des institutions financières de l'état GAN, AGF, etc. qui utilisent les sommes collectées, non, dans le cadre d'une bonne gestion de patrimoine, mais celui d'une gestion politique.

Les marchés financiers sont un indicateur mais nullement les inspireurs économiques de la richesse. La bourse régit selon le principe de l'offre et de la demande évalue la capacité de gestion des acteurs économiques ou fait un constat anticipé de la réalité économique d'une idée permettant dans une vue spéculative de financer leurs initiatives. Le prix d'une chose n'est que l'achat du Temps en proportion de notre potentiel de Vie.

Les inspireurs de la richesse restent les Entrepreneurs et la libre concurrence de circuits économiques n'est que de justifier continuellement, au plus juste, la réalité des réponses à un besoin (services ou produits).

La méthode des privatisations permet un détournement massif et institutionnalisé de l'argent public.

Il est imposé aux Entreprises privées de recapitaliser leurs futurs concurrents et le pouvoir au sein du conseil d'administration est réparti sous forme de "noyaux durs" constitués entre énarques et "hauts" fonctionnaires au sein des "entreprises" à travers des prises de participations croisées au titre des sociétés dont ils ont charge de gestion.

Les bénéfices distribués sont minorés des contrats de fournitures de gré à gré à des sociétés "amis".

Faux capitalisme d'état, d'entreprises dites "privées" vivant sur des marchés captifs ou sur des monopoles dont la croissance des bénéfices n'est du qu'à l'augmentation des tarifs des services; servant à ces mêmes groupes d'investir ce qu'ils ont spolié de "droit" sur le marché français à l'étranger.

L'affaire Alcatel est symbolique, bénéficiant d'un quasi-monopole de fourniture en France pour France Télécom, Alcatel ferme ses usines sur le Territoire français pour investir en Asie.

L'assainissement des comptes publics nécessite l'assainissement de la vie publique et donc politique.

Il n'y a pas plus dangereux que la convergence d'antagonismes. La crise immobilière en a été une cinglante démonstration. La "droite" spéculative voulait réévaluer ses biens, la "gauche" voulait faire payer la facture sociale par la spéculation (droits d'enregistrement, TVA, etc.)

Les crédits aux marchands de biens ont été libérés, le crédit lyonnais prêtait jusqu'à 130% du prix d'achat des biens (faillite immopar par exemple) le marché n'avait plus d'offre, les prix ont artificiellement monté.

Le lissage de la crise a entraîné un véritable marécage intellectuel, entre copains et coquins, dans lequel nous avons vu le frère de l'ex président ( Les Nouveaux Constructeurs) bénéficier d'une "conciliation" lui accordant pour un milliard de francs de remise de dettes, que bien sur les ménages devront payer!

On peut remarquer pour bien évaluer le danger que le "crédit" lyonnais est toujours secrétaire du "comité des émissions" qui établit le "calendrier" des appels au marché. Ce comité présidé par la direction du Trésor regroupe les établissements de crédit "représentatifs".

On peut substituer à crédit: débit et à émission: soustraction; pour avoir une vue plus exacte de la situation.

Aujourd'hui ce qui est beaucoup plus grave est la perte de confiance dans nos institutions, la complicité droite/gauche est évidente, l'antagonisme artificiel n'est plus crédible, les Entrepreneurs qui ont dû payer pour travailler dorment en prison, les coupables reconnus ont toujours "droit" à la Liberté et à l'"argent de droit" de la "république".

Les entrepreneurs privés se retrouvent pris en otage d'un conflit dont la base est la tromperie et le silence imposé, n'ayant comme volonté que le pillage du patrimoine d'état.

Soit le pays rejoindra l'ex-urss soit les modifications structurelles se feront dans l'ordre, le calme au profit de la collectivité nationale et c'est le choix que nous avons fait.

Ces actes et cette façon de prendre en otage l'ensemble des entreprises privées ne sont plus tolérables, c'est pourquoi nous avons demandé aux différents mouvements syndicaux d'imaginer une nouvelle forme de lutte ne mettant pas en péril notre économie et surtout en assurant le service public.

Les réformes nécessaires structurelles peuvent passer par la transformation des sociétés nationales en sociétés fédérales et la mise à disposition des personnels à des sociétés régionales.

Nous avons choisi de nous engager dans la voix du fédéralisme pour la France en utilisant le découpage des régions permettant de légaliser les légitimes aspirations régionales. Ce choix devrait aussi assurer une stabilité à l'Europe permettant d'offrir à moyen terme une solution au problème du poids des états: le Luxembourg par exemple.

La France devenant le premier pays fédéral et démocratique sur les rives de la Méditerranée.

Le gouvernement français a de nouveau souhaité engager notre Pays dans une impasse qui frise le ridicule. La primauté de l'américain à travers le monde ne vient que de données purement scientifiques et conceptuelles.

Nos très lointains ancêtres (160.000 ans) l'homo sapiens ont du se lever (rencontre des deux plaques terrestres et désertification à l'est de l'Afrique) ce qui a entraîné la descente du larynx et permis l'augmentation des consonances émises. La cavité buccale à cette époque s'est développée et a permis la double articulation. Le langage tel que nous le connaissons entre humains est né.

Ces langages ont voyagé, se sont mixés, nettoyés, synthétisés, et l'américain est basé sur un mail pot conceptuel:

god: dieu,  
good: bon,  
gold: or,  
Etc..

Une même sonorité pour une déclinaison conceptuelle, simple et efficace.

Une force qu'aucune loi ne pourra enrayer, sauf, bien sur, en acceptant la Vie tel quel est, et en sachant lire l'Arbre du constructivisme intellectuel de l'humanité.

Le Québec a choisi de rester dans la fédération Canadienne et nous en sommes heureux. Le vote était un peu inutile, le Conseil des Hurons avait refusé de se prononcer et même ne souhaitait pas que la Province quitte la fédération. Renier les alliés de la Nouvelle France, renier les Hurons, ceux qui sautèrent en éclaireur le 6 juin 1944 à 0 heure 17 sur Sainte Marie du Mont, Sainte Mère l'Eglise avec la 101 ème Airborne, incorporés par l'intermédiaire de l'ACREFEU dernier régiment français, héritier de La Fayette encore aujourd'hui présent à New York (que le "président" n'a pas honoré d'une visite lors de sa venue au siège de l'O.N.U.) cela n'est pas possible, c'est une évidence philosophique.

Nous pensons que la principale difficulté que nous partageons avec les Québécois est de continuer à prêter serment d'allégeance à la couronne d'Angleterre. Il est clair que cette exigence juste et nécessaire au Canada permettra d'aplanir beaucoup de difficultés, prêter serment au Canada, Oui! à une couronne, intolérable! Ce simple acte peut modifier complètement l'inconscient collectif québécois.

Si l'ex-président socialiste a transformé Paris en temple spéculatif, entre sa pyramide, son labyrinthe, sa porte, ses colonnes, il a renversé la Table du Savoir, l'Autel du partage, celui des Opératifs, qui donne la Liberté.

Nous n'avons plus besoin d'un mausolée spéculatif pour asseoir notre Philosophie, le Savoir source de Liberté doit être accessible à tous.

Chacun, chez soi peut accéder à notre toile, celle du Savoir librement accessible permettant de gérer sa conscience d'être en la relativisant aussi bien avec l'Autre qu'avec l'Univers.

"Nous rejetons les rois, les présidents et le vote. Nous croyons dans le consensus et les règles évolutives."

Nous pensons particulièrement dangereux et irresponsable de vouloir interdire certains accès sur les réseaux, et particulièrement ceux de la pédophilie ou ayant trait aux moeurs sexuelles.

La gestion de notre reproduction a modifié complètement les raisonnements sociaux.

Nous devons tout faire pour aider chacun à trouver un équilibre avec son moi. Nous savons qu'en pédophilie l'individu à 72% ne reproduit que ce qu'il a vécu. Nous croyons en des programmes de déprogrammation intellectuelle de ce mimétisme et il est temps de refuser l'attitude "d'autruche". Nous devons assumer les silences et les lâchetés sociales, engager le débat et aider ceux qui rencontrent une grave difficulté pour eux, mais aussi et surtout, pour éviter qu'ils reproduisent ce qu'ils ont subi.

Ecarter un individu parce qu'il reproduit ce qu'on lui a enseigné nous semble stupide, nous parlons français car on nous l'a enseigné, et lui croire que ce glauque affectif est légitime. Sa conscience du "mal" n'est pas la même que la notre et notre engagement est de l'aider et d'éviter surtout qu'il y ait de nouvelles victimes. Nous n'avons pas les pudeurs, les pudibonderies ou les rigidités intellectuelles de façade de tous les totalitarismes, qui rejettent qui excluent:

"Je n'ai pas rencontré un homme où il n'y est quelque chose à prendre"

Paul Valéry

En Amazonie le bonbon est remplacé par un cafard, l'enfant par le sourire de la mère perçoit comme "bon" ce présent et cela restera gravé dans son système neuronal comme une récompense.

Le développement de chaque forme de Vie passe par son autonomie de plus en plus grande. La revendication identitaire est la base de la disparition de l'anthropophagie (tu ne me mangeras pas car je te ressemble ou je suis toi, etc.).

Il serait trop long ici de développer nos constructions intellectuelles du plaisir, de l'amour, etc. d'expliquer la programmation de notre milliard de connexions neuronales. Pour simplifier, il est juste de remarquer que certains hommes sont excités par l'image d'une femme en corset et pourtant le corset n'a été inventé qu'au dix neuvième siècle! Avant ils trouvaient bien matière à excitation.

Renvoyer l'individu à ses frustrations ne nous semble pas une bonne solution.

Nul ne choisit ses parents ou ses enfants, c'est un contrat imposé par la Vie. Celui qui transmet la Vie doit aider les générations suivantes à Vivre mieux.

Nous devons rendre hommage au gouvernement sur sa volonté de modifier les Lois concernant l'adoption.

La Vie sociale doit permettre à chacun de s'épanouir, structurer l'enfant affectivement par une sécurité affective, lui donner le sentiment d'être aimé pour lui et non comme projection d'un moi sont des actes essentiels.

Notre recherche de normalisation des systèmes de pensées pour l'amélioration des flux intellectuels facilitant la compréhension des choses nous a ouvert sur l'Autre qui est devenu Nous.

Le concept du péché originel est le problème des auto-concepts, sa propre auto parthénogenèse d'existence, son concept d'existence est incluse dans son énonciation.

Comment un homme aurait la prétention à avoir la capacité de contrarié dieu? De pouvoir l'imaginer? De le comprendre? Qu'il se serait trompé!

Cette prétention ne serait elle pas un péché par lui-même s'auto-créant?

Nous avons abandonné cette immense prétention comme l'a énoncé Posidonios en 60 av. JC en distinguant foi et Savoir point de départ de l'autonomie scientifique par rapport au dogmatisme religieux.

César en 46 av JC place le début d'année le 1er janvier!

Tout est lié, comment imposé le droit du travail sans inventer le taylorisme et les machines outils; le code de la route sans les véhicules, et pourtant chacun étudie un segment ou une branche de l'Arbre.

Nous voudrions finir par une pensée pour tous ceux qui souffrent, qui subissent et qui ne comprennent pas, qui vivent avec un sentiment d'injustice.

La France, si nous n'y prenons pas garde, s'enfoncé inexorablement dans une faillite qui risque de déstabiliser le continent européen et amorcer le prochain conflit majeur.

L'incapacité d'analyse et surtout de direction politique de ceux qui se sont appropriés l'état vient uniquement du fait que les nécessités imposées pour éviter que soit à jour la complicité globale d'un système et particulièrement sa non-justification philosophique, empêchent la perméabilité intellectuelle qui permettrait les rectifications nécessaires.

Nous étions les garants de l'état Républicain, nous avons choisi de participer à l'avènement d'une Démocratie.

Ce n'est plus l'état qui doit contrôler ses citoyens mais les citoyens qui doivent contrôler l'état, qui adhèrent à celui-ci, tous responsables et engagés dans les choix nécessaires pour Vivre ensemble.

.La convergence évidente des deux antagonismes pour se soustraire à la Loi, le politique-bureau de "droite à gauche" composé d'avocats, de magistrats qui utilisent le droit pour violer la Loi ont brisé le ressort de la confiance.

Il nous amène irrémédiablement vers un désastre majeur. Chacun d'entre nous doit dorénavant s'engager dans la lutte pour briser l'étatisme.

Briser toute opposition, briser les hommes par des manipulations juridiques successives pour leur interdire de Vivre avec une morale claire et ainsi espérer légitimé et justifié l'amoralité des corps constitués est quelque chose que nous réprouvons fondamentalement.

La France est entrain de se perdre et nous croyons que cette fois-ci bien peu de peuple du monde Libre ne viendront nous aider, ils choisiront de nous laisser nous affronter à nos mensonges ou à nos lâchetés.

La Presse a des Devoirs, vis-à-vis de la Nation.

La Liberté se gagne, en dénonçant les manoeuvres asphyxiant les Entreprises de Presse, l'économie globale du Pays pour asservir les hommes et les idées à l'étatisme. Faute de cet effort, de ce sursaut où il n'y a rien à gagner, simplement le droit de Vivre debout, notre Pays ira à la catastrophe.

Certains veulent faire croire que toute vérité n'est pas bonne à dire, que la dénonciation de la corruption qui gangrène l'ensemble de l'état favorisera l'extrême droite. (bien souvent ce sont ceux qui vivent par la corruption)

Ce qui favorise l'extrême droite, c'est la faim et la misère. La confiance des Opératifs dans l'état ne reviendra que quand ceux qui ont failli auront été punis. Nous évaluons leur nombre entre 8.000 et 10.000 personnes et il est vrai, un certain nombre de journalistes qui n'en ont plus que le titre.

Seulement après cette nécessaire épuration, la production de richesse pourra être relancée.

Nous qui croyons qu'une idée n'a de valeur sociale que par la matérialité qu'elle provoque, nous adhérons à cette étape de construire un monde de Liberté, de Justice et de Paix.

Notre but ultime, notre engagement, infini, utopique pour certains mais qui justifie notre Vie:  
Ouvrer à l'avènement d'un monde dans lequel le "mal" ou la souffrance ne serait plus qu'une possibilité nous permettant de conserver la conscience d'être...

sans fin

Résolvant le problème de l'interrogation sur la mort, sur la souffrance, de notre devenir, après...

"On est aussi haut que les avions de ligne, et on a les pieds dans la neige. On est de ce monde et déjà ailleurs... Il faut l'avoir éprouvé pour comprendre."

Jean-Michel Asselin suite à la disparition de Benoît Chamoux et Pierre Royer dans l'Himalaya.

"Un peuple sans âme est une vaste foule" Lamartine

Meilleurs vœux à tous,  
le coordonnateur ∞  
pour LIBERTE

"Laisser les rochers être mes armées et les oiseaux mes alliés" Charlemagne

*Je voudrais remercier l'Urec d'avoir recensé pour le 6 juillet 1995 l'ensemble des serveurs d'origines françaises sur la Word Wide Web: 514. Un hommage à Nicolas Pioch pour le WebMusuem.*

*La mort de mon père le 19 juillet retrouvé dans le bois de Meudon asphyxié dans sa voiture m'a beaucoup bouleversé et risquait de perturber les analyses. Il s'est suicidé, j'ai posé sur mon bureau la photo du siège de l'ONU de New York qu'il m'avait envoyé le 13 mars 1972. Je remercie tous ceux qui ont respecté mon silence et m'ont maintenu leur confiance.*

*Nous confirmons les informations sur monsieur bourges qui appartenait bien au ministère de l'information algérienne, et qui avait chassé un journaliste de l'A.F.P. de son bureau qui devait être arrêté par la police de boumédiène. Celui-ci ne trouva son salut que par monsieur Georges Bianic qui vient de quitter la direction de l'A.F.P.(voir VL 9502)*

*ex:le figaro et le groupe hersant, qui selon nos informations à une dette de 3,5 milliards de francs dont plus de 1 milliards au....crédit lyonnais, beaucoup de dé putés à la rédaction il est vrai),*

*Il est vrai que les régimes de retraite doivent être modifiés pour être homogénéisés, soit aligner le public sur le privé ou l'inverse.*

*Nous savons que la seule solution extrême pour pouvoir se débarrasser de l'étatisme et de son cortège démagogique c'est de le laisser s'affronter à lui-même. Il veut nous contraindre, les marchés financiers lui répondront.*